

Brochure n° 3334

Convention collective départementale

**IDCC : 2579. – MÉTALLURGIE
(Loir-et-Cher)**

**ACCORD DU 21 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1450564M
IDCC : 2579

PRÉAMBULE

Les parties conviennent d'instituer une double garantie au profit des salariés relevant de notre profession.

D'une part, la rémunération annuelle garantie (RAG), d'autre part, la revalorisation des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant d'assiette de calcul à la prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective du 5 juillet 1991, modifiée par avenant du 23 avril 2013.

I. – RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE (RAG)

Article 1^{er}

Définition et bénéficiaires

Il est institué, dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes du Loir-et-Cher, une rémunération annuelle garantie (RAG) applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective ci-dessus mentionnée, à l'exclusion :

- des salariés visés par un contrat d'apprentissage ;
- des salariés visés par des mesures relatives à la formation en alternance (notamment contrat de formation alternée).

La situation desdits salariés étant traitée par l'accord national de la métallurgie du 1^{er} juillet 2011 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie.

Article 2

Référence horaire et abattement

La rémunération annuelle garantie constitue le salaire annuel en dessous duquel tout salarié travaillant sur la base de l'horaire légal, soit 151,67 heures par mois, ne peut être rémunéré, sous réserve, en ce qui concerne les jeunes de moins de 18 ans, des abattements prévus par les dispositions légales et conventionnelles.

Article 3

Adaptation à l'horaire de l'entreprise

La rémunération annuelle garantie comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Le barème indiqué à l'article 9 étant donné pour 151,67 heures, il doit de ce fait être adapté à l'horaire de l'entreprise, subir les majorations pour heures supplémentaires et les minorations pour diminution de charge de travail pour cause conjoncturelle et/ou structurelle.

Article 4

Formule de calcul

La rémunération annuelle garantie sera applicable *pro rata temporis* aux salariés ne comptant pas 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre de l'année sur laquelle porte la garantie. Il en sera de même pour le personnel engagé sous contrat à durée déterminée.

La formule de calcul à appliquer sera la suivante :

$$RG = RAG \times \frac{\text{Durée en jours calendaires}}{365 \text{ (année bissextile comprise)}}$$

Pour l'application de cette formule de calcul, il est clairement précisé qu'une semaine de travail doit être décomptée pour 7 jours calendaires, et ce quand bien même le contrat de travail se terminerait ou le départ de l'entreprise se situerait un vendredi soir.

En outre, dans l'hypothèse où le contrat à durée déterminée se trouverait à cheval sur deux exercices, il y aura lieu de calculer *pro rata temporis* la somme des rémunérations garanties (RG) afférente à chaque exercice, en procédant comme indiqué ci-dessus.

Article 5

Sommes à prendre en considération

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés, il sera tenu compte de l'ensemble des sommes soumises à cotisation quelles qu'en soient la nature et la périodicité, à l'exclusion :

- des sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisation en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- des participations découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des majorations visées aux articles 17 et 20 de la convention collective des industries métallurgiques du Loir-et-Cher (majoration d'inconfort pour travail exceptionnel la nuit ou le dimanche, majoration pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres) ;
- des majorations relatives au travail de nuit et en équipe pratiquées dans l'entreprise ;
- de l'indemnité de panier visée à l'article 18 de la convention collective précitée ;
- des primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de la convention collective précitée.

Article 6

Modalité de calcul en cas d'absence

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit durant la période considérée, il y aura lieu de calculer la rémunération brute fictive que l'intéressé aurait eue s'il avait continué de travailler normalement pendant cette absence pour maladie, accident, formation, etc., pour vérifier l'application de la garantie de rémunération fixée par suite, ne seront pas prises en considération pour cette

vérification les sommes éventuellement versées par l'employeur ou par tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence, telles que, notamment, indemnités complémentaires de maladie, de maternité, etc.

Article 7

Modalité de calcul en cas de changement de classification

Si au cours de l'année civile la classification d'un salarié venait à changer, la RAG lui étant applicable sera constituée de la somme de la RAG relative à l'ancienne classification et de celle relative à la nouvelle classification calculées chacune *pro rata temporis* en jours calendaires.

Article 8

Vérification

S'agissant de rémunération annuelle minimale, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année. Si celle-ci fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération telle que définie ci-dessus, l'employeur devra verser un complément à concurrence du barème indiqué à l'article 9 et, en tout état de cause, au plus tard à la fin du mois de janvier suivant l'année civile sur laquelle porte la RAG.

La vérification et la régularisation devront intervenir en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, au plus tard à la date de rupture juridique du contrat de travail (la rémunération garantie devant être calculée, dans ce cas, *pro rata temporis* en jours calendaires).

Vérification semestrielle

Une vérification semestrielle sera effectuée à la fin du premier semestre d'application du présent accord. L'assiette des vérifications sera égale à 50 % des montants indiqués à l'article 9. Si cette vérification conduisait à constater que le salarié n'a pas perçu au moins 50 % des montants ci-après indiqués, les entreprises devraient procéder à une régularisation à due concurrence.

Article 9

Montant

Le barème de la rémunération annuelle garantie pour l'année 2014 s'établit comme suit :

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		MONTANT
I	1	O1	140	17 400
	2	O2	145	17 500
	3	O3	155	17 550
II	1	P1	170	17 753
	2		180	17 805
	3	P2	190	18 420
III	1	P3/AM1	215	18 595
	2		225	18 605
	3	TA1/AM2	240	20 625
IV	1	TA2/AM3	255	21 450
	2	TA3	270	22 070
	3	TA4/AM4	285	24 000

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		MONTANT
V	1	AM5	305	25 750
	2	AM6	335	28 330
	3	AM7	365	30 800
(Accord national du 25 janvier 1990.)			395	33 400

Les salariés sous contrat à durée indéterminée au coefficient 140 depuis plus de 6 mois se verront attribuer une RAG d'un montant de 17 500 €.

II. – RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES (RMH)

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont revalorisées comme suit :

Article 1^{er}

La valeur du point est fixée à compter du 1^{er} mars 2014 à 5,35 € pour un horaire de 35 heures par semaine.

Article 2

Les appointements minima comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail est fixée à compter du 1^{er} mars 2014 à 7,36 €.

III. – ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les parties signataires rappellent à l'ensemble des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord la nécessité de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions relatives à l'accord national du 30 juin 2009, portant avenant à l'accord national du 19 juin 2007 relatif à l'égalité professionnelle et aux mesures permettant la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, et notamment les articles 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 de l'accord national susvisé.

Les présentes dispositions constitueront l'avenant n° 21 à l'annexe ID 2 à la convention collective des industries métallurgiques et connexes du Loir-et-Cher.

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application susvisé, les dispositions du présent accord.

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail, à Paris, en deux exemplaires et en un exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Blois, dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Blois, le 21 mars 2014

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Loir-et-Cher.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFTC ;
CGT-FO ;
CFE-CGC.

ANNEXE

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point : 5,35 €.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2014.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf atelier)	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER (Accord national du 30 janvier 1980) + 7 %	OUVRIERS (Accord national du 30 janvier 1980) + 5 %
I	1	140	749			O1 786
	2	145	776			O2 815
	3	155	829			O3 871
II	1	170	910			P1 955
	2	180	963			
	3	190	1 017			P2 1 067
III	1	215	1 150	AM1 1 150	1 231	P3 1 208
	2	225	1 204			
	3	240	1 284	AM2 1 284	1 374	TA1 1 348
IV	1	255	1 364	AM3 1 364	1 460	TA2 1 432
	2	270	1 445			TA3 1 517
	3	285	1 525	AM4 1 525	1 631	TA4 1 601

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf atelier)	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER (Accord national du 30 janvier 1980) + 7 %	OUVRIERS (Accord national du 30 janvier 1980) + 5 %
V	1	305	1 632	AM5	1 746	
	2	335	1 792	AM6	1 918	
	3	365	1 953	AM7	2 089	
	3	395	2 113	AM7	2 261	

Barème des primes mensuelles d'ancienneté

Administratifs, techniciens, agents de maîtrise (sauf agents de maîtrise d'atelier)

Valeur du point : 5,35 €.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2014.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	749	22,47	29,96	37,45	44,94	52,43	59,92	67,41	74,90	82,39	89,88	97,37	104,86	112,35
	2	145	776	23,28	31,04	38,80	46,56	54,32	62,08	69,84	77,60	85,36	93,12	100,88	108,64	116,40
	3	155	829	24,87	33,16	41,45	49,74	58,03	66,32	74,61	82,90	91,19	99,48	107,77	116,06	124,35
II	1	170	910	27,30	36,40	45,50	54,60	63,70	72,80	81,90	91,00	100,10	109,20	118,30	127,40	136,50
	2	180	963	28,89	38,52	48,15	57,78	67,41	77,04	86,67	96,30	105,93	115,56	125,19	134,82	144,45
	3	190	1 017	30,51	40,68	50,85	61,02	71,19	81,36	91,53	101,70	111,87	122,04	132,21	142,38	152,55

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	1	215	1 150	34,50	46,00	57,50	69,00	80,50	92,00	103,50	115,00	126,50	138,00	149,50	161,00	172,50
	2	225	1 204	36,12	48,16	60,20	72,24	84,28	96,32	108,36	120,40	132,44	144,48	156,52	168,56	180,60
	3	240	1 284	38,52	51,36	64,20	77,04	89,88	102,72	115,56	128,40	141,24	154,08	166,92	179,76	192,60
IV	1	255	1 364	40,92	54,56	68,20	81,84	95,48	109,12	122,76	136,40	150,04	163,68	177,32	190,96	204,60
	2	270	1 445	43,35	57,80	72,25	86,70	101,15	115,60	130,05	144,50	158,95	173,40	187,85	202,30	216,75
	3	285	1 525	45,75	61,00	76,25	91,50	106,75	122,00	137,25	152,50	167,75	183,00	198,25	213,50	228,75
V	1	305	1 632	48,96	65,28	81,60	97,92	114,24	130,56	146,88	163,20	179,52	195,84	212,16	228,48	244,80
	2	335	1 792	53,76	71,68	89,60	107,52	125,44	143,36	161,28	179,20	197,12	215,04	232,96	250,88	268,80
	3	365	1 953	58,59	78,12	97,65	117,18	136,71	156,24	175,77	195,30	214,83	234,36	253,89	273,42	292,95
	3	395	2 113	63,39	84,52	105,65	126,78	147,91	169,04	190,17	211,30	232,43	253,56	274,69	295,82	316,95

Ouvriers

Valeur du point : 5,35 € + majoration de 5 %, conformément aux dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2014.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	O1 1	140	786	23,58	31,44	39,30	47,16	55,02	62,88	70,74	78,60	86,46	94,32	102,18	110,04	117,90
	O2 2	145	815	24,45	32,60	40,75	48,90	57,05	65,20	73,35	81,50	89,65	97,80	105,95	114,10	122,25
	O3 3	155	871	26,13	34,84	43,55	52,26	60,97	69,68	78,39	87,10	95,81	104,52	113,23	121,94	130,65

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
II	P1 1	170	955	28,65	38,20	47,75	5730	66,85	76,40	85,95	95,50	105,05	114,60	124,15	133,70	143,25
	P2 3	190	1 067	32,01	42,68	53,35	64,02	74,69	85,36	96,03	106,70	117,37	128,04	138,71	149,38	160,05
III	P3 1	215	1 208	36,24	48,32	60,40	72,48	84,56	96,64	108,72	120,80	132,88	144,96	157,04	169,12	181,20
	TA1 3	240	1 348	40,44	53,92	67,40	80,88	94,36	107,84	121,32	134,80	148,28	161,76	175,24	188,72	202,20
IV	TA2 1	255	1 432	42,96	57,28	71,60	85,92	100,24	114,56	128,88	143,20	157,52	171,84	186,16	200,48	214,80
	TA3 2	270	1 517	45,51	60,68	75,85	91,02	106,19	121,36	136,53	151,70	166,87	182,04	197,21	212,38	227,55
	TA4 3	285	1 601	48,03	64,04	80,05	96,06	112,07	128,08	144,09	160,10	176,11	192,12	208,13	224,14	240,15

Agents de maîtrise d'atelier

Valeur du point : 5,35 € + majoration de 7 %, conformément aux dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2014.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	AM1 1	215	1 231	36,93	49,24	61,55	73,86	86,17	98,48	110,79	123,10	135,41	147,72	160,03	172,34	184,65
	AM2 3	240	1 374	41,22	54,96	68,70	82,44	96,18	109,92	123,66	137,40	151,14	164,88	178,62	192,36	206,10
IV	AM3 1	255	1 460	43,80	58,40	73,00	87,60	102,20	116,80	131,40	146,00	160,60	175,20	189,80	204,40	219,00
	AM4 3	285	1 631	48,93	65,24	81,55	97,86	114,17	130,48	146,79	163,10	179,41	195,72	212,03	228,34	244,65

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
V	AM5 1	305	1 746	52,38	69,84	87,30	104,76	122,22	139,68	157,14	174,60	192,06	209,52	226,98	244,44	261,90
	AM6 2	335	1 918	57,54	76,72	95,90	115,08	134,26	153,44	172,62	191,80	210,98	230,16	249,34	268,52	287,70
	AM7 3	365	2 089	62,67	83,56	104,45	125,34	146,23	167,12	188,01	208,90	229,79	250,68	271,57	292,46	313,35
	AM7 3	395	2 261	67,83	90,44	113,05	135,66	158,27	180,88	203,49	226,10	248,71	271,32	293,93	316,54	339,15